



LA CFDT CHEMINOTS INTERPELLE LES LISTES CANDIDATES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES SUR LE DÉMANTÈLEMENT DE FRET SNCF !

Le plan de « discontinuité » imposé à Fret SNCF est une préoccupation majeure pour de nombreux cheminot.e.s et pour la CFDT Cheminots. Dans le cadre des élections européennes, la CFDT Cheminots a décidé d'interpeller les listes candidates pour connaître leur position sur le démantèlement de l'entreprise historique de transport de marchandises en France, Fret SNCF.

La CFDT Cheminots a interpellé les candidats aux élections européennes sur la base de 14 questions. L'objectif est simple : mettre au coeur du débat la question de Fret SNCF et informer les agents sur les positions des candidat.e.s. Fret SNCF et ses salariés

jouent un rôle écologique, économique, sociale et industriel majeur. Démanteler Fret SNCF est le choix du pire. Le scénario de discontinuité ne repose sur aucune garanties et n'assure pas la viabilité économique de l'entreprise. C'est inacceptable et irresponsable.



RAPPEL : MOBILISATION UNITAIRE POUR LA DÉFENSE DE FRET SNCF

LA CFDT CHEMINOTS PARTICIPERA LE 28 MAI À UNE MOBILISATION UNITAIRE POUR LA DÉFENSE DE FRET SNCF ET DE SES SALARIÉ.E.S. RDV LE 28 MAI À 13H, PLACE D'ITALIE POUR LUTTER, ENSEMBLE, CONTRE LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT ET CE PLAN DE DISCONTINUITÉ.

POURQUOI INTERROGER LES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES SUR LA QUESTION DE FRET SNCF ?

Le plan de discontinuité imposé à Fret SNCF par le gouvernement est le résultat d'une enquête lancée par la Commission Européenne en janvier 2023 pour non-respect des règles de concurrence européennes.

C'est bien à l'échelle européenne que la décision du démantèlement de l'entreprise historique a été initiée puis négociée directement avec le gouvernement français, sans consultation avec les salariés ou les organisations syndicales.

La CFDT Cheminots a souhaité, en plus de la démarche intersyndicale, interroger les listes candidates aux élections européennes du 9 juin prochain. Les élu.e.s européen.ne.s doivent jouer leur rôle et défendre à l'échelle européenne Fret SNCF et ses salariés.

Pour la CFDT Cheminots, l'information est primordiale. Les salariés de la SNCF doivent pouvoir connaître la position des différents candidats quant à la défense de

Fret SNCF dans un contexte de libéralisation du rail dans l'Union Européenne.

La CFDT Cheminots ne s'est pas limitée à ces 14 questions. Dans le questionnaire, elle détaille aussi 5 propositions pour Fret SNCF et ses salariés, pour l'avenir de l'entreprise et le maintien de sa place de premier rang dans le transport de marchandises.



LES 5 PROPOSITIONS PRÉSENTÉES AUX CANDIDATS AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES PAR LA CFDT CHEMINOTS :

1 RECONNAITRE LE FRET FERROVIAIRE COMME UN SERVICE ESSENTIEL

La CFDT Cheminots souhaite que le travail des salariés de Fret SNCF soit considéré comme essentiel, comme il l'a été lors de la pandémie de Covid-19 lorsqu'ils transportaient des trains considérés comme « vitaux pour la nation ». Le fret ferroviaire ne peut pas répondre aux exigences budgétaires de la concurrence débridée européenne, parce qu'il n'est pas « un marché comme les autres ». Ces trains de transport de marchandises, pour des raisons écologiques et de souveraineté, relèvent de l'intérêt général.

2 ANCRER FRET SNCF COMME UNE GARANTIE POUR LA POLITIQUE EUROPÉENNE INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET DE DÉFENSE

Fret SNCF est le seul transporteur ferroviaire de matériel militaire. Le fret ferroviaire, et Fret SNCF particulièrement, ne dépendent pas d'énergies fossiles importées de l'étranger, mais pourrait être un moyen de transport soutenu par une énergie verte, décarbonée et produite en France. Ce n'est pas le cas, par exemple, de la route. Préserver Fret SNCF, c'est conserver l'indépendance énergétique, industrielle et de défense !

3 OBTENIR LE FINANCEMENT DE LA RÉNOVATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE FRET FERROVIAIRE

Fret SNCF doit lutter contre une politique générale favorable à la route. Sans réglementation européenne commune, la route échappe aux contraintes qui pèsent sur le ferroviaire comme les péages et laisse ainsi la charge de l'infrastructure routière aux contribuables. Cette distorsion de concurrence entre les modes de transports est défavorable au ferroviaire et impacte fortement les capacités d'investissement du fret ferroviaire en matière de matériel et d'infrastructure.

4 INTÉGRER LE FRET DANS LES PROJETS EUROPÉENS DE RAIL TRANSFRONTALIERS

L'UE investit dans des projets de trains transfrontaliers, mais se cantonne au transport de voyageurs. Les projets RTE-T n'intègre que très peu le fret, oubliant le rôle que pourrait jouer ce moyen de transport dans la coopération économique, sociale et écologique au sein de l'UE. Le fret ferroviaire, et les opérateurs historiques, veulent et doivent être intégrés aux projets européens et plus largement, à la construction d'une Europe souveraine et écologique.

5 SOULIGNER LE BESOIN DE DÉMOCRATIE POUR LES SALARIÉ.E.S ET LES CITOYEN.NE.S

Qui a été consulté pour préparer ce plan de « discontinuité » ? Ni les salarié.e.s de Fret SNCF, ni les organisations syndicales, ni les parlementaires, ni les citoyens ! C'est le gouvernement et la Commissaire Européenne qui ont arrêté ce plan et l'ont imposés à tous en mai 2023, laissant les salariés et les organisations syndicales devant le fait accompli. Les citoyens comme les salariés de Fret SNCF doivent avoir leur mot à dire sur l'avenir du rail en France et en Europe. Nous demandons donc aux listes candidates aux élections européennes de soutenir les mobilisations de la CFDT Cheminots et de l'intersyndicale, ainsi que les plaintes de la CFDT Cheminots devant le Conseil d'État, contre l'État et contre l'entreprise SNCF. Reste à savoir ce qu'en diront les listes candidates !

**POUR RETROUVER LES RÉPONSES, RENDEZ-VOUS PROCHAINEMENT SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX POUR
CONNAÎTRE LES RÉPONSES DES LISTES CANDIDATES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES !**

